



Les comptes économiques rapides de La Réunion en 2014

La Réunion renoue avec la croissance

En 2014, l'activité amorce une reprise : le PIB progresse de 3,1 % en volume. La consommation reste le moteur principal de la croissance mais elle trouve un relais avec le rebond de l'investissement (+ 6,8 % en volume). La situation du marché du travail s'améliore légèrement. Le revenu disponible brut des ménages augmente de 2,7 % en valeur. Cette croissance profite au pouvoir d'achat, qui progresse de 2,5 %, grâce à la stabilité des prix. Le montant total des salaires accélère et la plupart des prestations sociales continuent de progresser. Seules les prestations chômage reculent. L'amélioration du pouvoir d'achat soutient la consommation des ménages qui progresse de 2,7 % en volume après 1,0 % en 2013

Bérangère Duploux, Gaëlle Rabaey, Insee

Le Produit intérieur brut (PIB) de La Réunion progresse de 3,1 % en volume en 2014 après + 0,7 % en 2013 (*figure 1*). Ce net rebond de la croissance (+ 2,4 points) est soutenu par la stabilité des prix du PIB (0 % après + 0,9 % en 2013) (*définitions*).

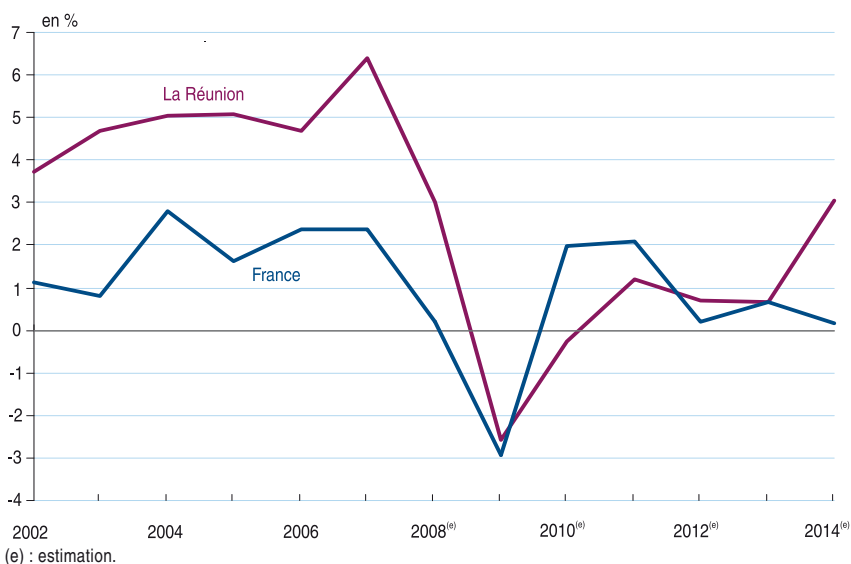
Après deux années atones, l'économie réunionnaise semble ainsi amorcer une reprise avec un niveau de croissance qui n'avait pas été observé depuis le début de la crise en 2009. Cette croissance reste néanmoins inférieure à la moyenne constatée entre 2000 et 2007 (+ 4,8 % en moyenne par an).

Le PIB par habitant progresse de 2,4 % en volume sur l'année après une baisse de 0,1 % en 2013. Il s'établit à 20 250 euros, soit 65 % du niveau national.

En France, malgré un rebond du pouvoir d'achat lié à une faible inflation, la croissance reste faible : le PIB progresse de 0,2 % en volume après + 0,7 % en 2013.

1 La croissance réunionnaise rebondit

Évolution du PIB en volume



(e) : estimation.

Source : Insee, comptes nationaux (base 2010) ; comptes régionaux définitifs jusqu'en 2007 (base 2005) ; Cerom, comptes rapides 2008-2014.



La consommation, premier moteur de la croissance

La consommation reste le principal moteur de la croissance (figure 2). Elle se raffermie chez les ménages (+ 2,7 % après + 1,0 %) et reste dynamique dans les administrations (+ 2,3 % après + 2,1 %). La hausse de la consommation des ménages est la plus forte enregistrée depuis 2005. La consommation des administrations est portée par les collectivités locales (+ 3,9 %), alors que les dépenses de l'État progressent plus modérément (+ 1,3 %).

La croissance de la consommation en volume résulte en partie de la stabilité des prix (+ 0,1 % pour les prix de la dépense de consommation finale des ménages) (définitions). La stabilité des prix s'accompagne d'une progression soutenue de la masse salariale en 2014 (+ 4,4 % en valeur). En effet, l'emploi salarié marchand rebondit (+ 3,7 %) et les salaires versés continuent de progresser.

Rebond de l'investissement

Pour la première fois depuis le début de la crise, et après deux années atones, la consommation est relayée par l'investissement. Il s'accroît fortement (+ 6,8 % en volume) (figure 3) comme en témoigne la progression des importations de biens d'équipement (+ 8,4 % en valeur). Cette hausse est essentiellement portée par les travaux de la Nouvelle Route du Littoral. En dehors de ce chantier, le chiffre d'affaires du BTP recule nettement. De plus, les mises en chantier de logements sociaux chutent fortement (- 39 %).

Comme dans toute économie insulaire, la hausse de la consommation et de l'investissement induit une hausse des importations. Elles progressent de 5 % en valeur sur un an. Les importations augmentent pour les biens de consommation, les biens d'équipement et les biens intermédiaires. En revanche, les montants importés reculent pour l'agriculture et les autres produits hors énergie. De même, le montant des importations d'énergie diminue de 2 % en raison d'une baisse des prix des carburants plus rapide que la hausse des volumes importés. Les exportations sont en retrait pour la deuxième année consécutive (- 2,4 %). Au final, le solde du commerce extérieur se dégrade et pèse sur le PIB.

La fréquentation touristique baisse pour la troisième année consécutive. Le tourisme d'agrément recule notamment de 10 % sur un an. Les touristes ont ainsi dépensé 11 millions d'euros de moins qu'en 2013, soit une baisse des dépenses de 4 %. Toutefois, cette baisse ne représente que 0,1 point de PIB.

Légère embellie sur le marché du travail

L'emploi salarié marchand retrouve une dynamique en 2014 (+ 3,7 % en moyenne annuelle après + 0,4 %). La hausse de la demande d'emploi continue de ralentir. Elle recule en particulier chez les moins de 25 ans, grâce notamment aux emplois d'avenir. Au final, le taux de chômage au sens du BIT s'établit à 26,8 % de la population active en 2014. L'enquête emploi ayant été renouvelée, ce taux de chômage en moyenne annuelle n'est pas comparable à celui publié précédemment. Néanmoins, entre les 2^e trimestres 2013 et 2014, le taux de chômage est estimé en baisse de 1,3 point.

Légère reprise du pouvoir d'achat

Le revenu disponible brut des ménages (RDBM - définitions) progresse en valeur de 2,7 % en 2014 après + 2,5 % en 2013 (figures 4 et 5). Les prix de la dépense de consommation finale des ménages sont stables en 2014 (+ 0,1 %) : il s'agit de l'évolution la plus faible des dix dernières années. En tenant compte de l'augmentation des prix, le RDBM augmente ainsi de 2,5 % en volume, ce qui correspond à l'évolution du pouvoir d'achat total à La Réunion. Ramené à la population, il mesure le pouvoir d'achat individuel. Il se renforce en

2 Le PIB progresse de 3,1 % en volume

Le PIB à La Réunion et ses principales composantes

	2014 ^(e) (en milliards d'euros)	Évolution 2014/2013		
		Volume	Prix (en %)	Valeur
Produit intérieur brut	17,17	3,1	0,0	3,1
Consommation des ménages	10,95	2,7	0,1	2,8
Consommation des administrations publiques	7,24	2,3	0,2	2,5
Investissement	3,88	6,8	1,0	7,9
Importations	4,87	6,2	-1,2	5,0
Exportations	0,50	-2,7	0,3	-2,4
Dépense des touristes	0,29	-4,0	0,0	-4,0

(e) : estimation

Source : Cerom, comptes rapides (base 2005).

3 L'investissement reprend

Évolution annuelle de la Formation brute de capital fixe en volume à La Réunion



(e) : estimation.

Source : Insee, comptes nationaux (base 2010); comptes régionaux définitifs jusqu'en 2007 (base 2005); Cerom, comptes rapides 2008-2014.



Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom)

Les comptes économiques rapides de La Réunion sont construits dans le cadre du projet tripartite Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom) entre l'Insee, l'AFD, et l'IEDOM. Ils reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

2014 (+ 1,8 % en volume) et retrouve une dynamique perdue depuis le début de la crise en 2008.

En France, les prix de la dépense de consommation sont également stables (0 %). En conséquence, après deux années de contraction, le RDBM augmente nettement en volume (+ 1,1 %) et le pouvoir d'achat par habitant se redresse (+ 0,7 %) après trois années de recul historique.

Une masse salariale dynamique

La masse salariale représente près des deux tiers des revenus des Réunionnais, soit 9,4 milliards d'euros en 2014 (figure 6). Elle augmente de 4,4 %, soit une nette accélération par rapport à 2013 (+ 2,3 %). Dans le secteur marchand, la hausse est vigoureuse (+ 4,7 %). La masse salariale progresse dans tous les secteurs d'activité, y compris dans le secteur de la construction qui repart à la hausse après plusieurs années difficiles (+ 5,7 %). Les salaires versés sont également très dynamiques dans les services (+ 6,1 %). Dans le secteur non marchand, les salaires progressent plus modérément (+ 3,8 %).

Les prestations sociales en nature (allocations logement et remboursements de sécurité sociale) sont la deuxième source de revenus des Réunionnais (2,1 milliards d'euros). Elles augmentent de 3,2 % en 2014, mais la hausse ralentit (+ 4,4 % en 2013), en raison notamment des remboursements de soins qui restent stables sur un an. La Caisse d'allocations familiales a versé 1,4 milliards d'euros de prestations en espèces (hors allocations logement) soit une augmentation de 5,2 %. La progression du revenu de solidarité active (+ 7,9 %) porte à elle seule près des deux tiers de cette hausse. Le montant des allocations aux adultes handicapés continue de progresser fortement : + 8,8 % après + 7,3 % en 2013. Enfin, les prestations liées à l'accompagnement des familles et aux jeunes enfants augmentent plus modérément (respectivement + 1,7 % et + 2,7 %).

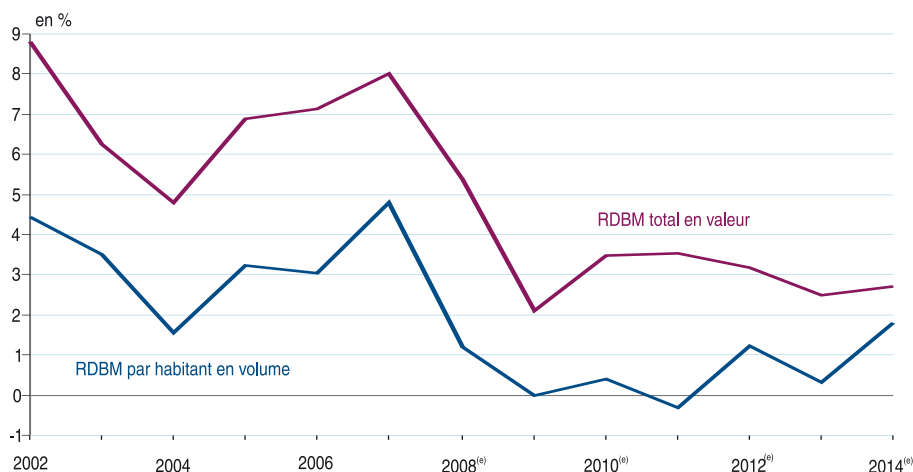
Le montant des retraites versées (1,3 milliard d'euros) progresse peu en 2014 (+ 1,9 %). C'est la plus faible hausse enregistrée au cours des dix dernières années (+ 6,1 % en moyenne chaque année). En 2014, le dispositif de revenu supplémentaire temporaire d'activité (RSTA) disparaît des prestations sociales, après avoir décliné progressivement depuis 2012 avant d'être définitivement supprimé au 31 mai 2013.

Recul des prestations chômage

Grâce notamment à la reprise de l'emploi et à l'allongement de la durée des contrats aidés, le nombre de bénéficiaires de

4 Le pouvoir d'achat individuel rebondit

Évolution annuelle du revenu disponible brut des ménages



(e) : estimation.

Source : Insee, comptes nationaux (base 2010) ; Cerom, comptes rapides (base 2005).

5 Le Revenu disponible brut des ménages continue de progresser

Évolution du revenu disponible des ménages entre 2013 et 2014

	Total		Par habitant	
	(en valeur)	(en volume)	(en valeur)	(en volume)
La Réunion ^(e)	2,7	2,5	2,1	1,8
France	1,1	1,1	0,7	0,7

(e) : estimation.

Source : Insee, comptes nationaux (base 2010) ; Cerom comptes rapides (base 2005).

6 Les salaires représentent près des deux tiers des revenus

Répartition du revenu disponible brut¹

Type de revenu	Montant 2014	Évolution 2014/2013
	(en milliers d'euros)	(en %)
Salaires	9 350 490	4,4
Allocations logement et remboursements de soins	2 062 951	3,2
CAF hors logement	1 375 806	5,2
Retraites	1 311 538	1,9
Assurance chômage	473 839	-5,8

1. Hors impôts, revenus de la propriété et autres transferts.

Source : Cerom, comptes rapides (base 2005).

l'assurance chômage diminue de 8 % en 2014. Les versements reculent de 29 millions d'euros par rapport à 2013 (- 5,8 %). Toutefois, les montants versés au titre de l'Allocation Spécifique de Solidarité, perçue par les chômeurs de longue durée, continuent d'augmenter en 2014 (+ 7 %), mais à un rythme moins soutenu que les années précédentes.

Plus de consommation, plus d'importations

L'amélioration du pouvoir d'achat soutient la consommation des ménages en 2014. Après deux années moroses, celle-ci retrouve un peu de vitalité et augmente de + 2,7 % en volume après + 1,0 % en 2013 et +2,0 % en 2012.

Les importations rebondissent en particulier pour les biens de consommation non durables (+ 6,2 %), les produits pharmaceutiques (+ 7,3 %) et les produits agroalimentaires (+ 5,9 %).

Après un coup de frein en 2013, les importations de véhicules de tourisme redémarrent fortement (+ 9,5 %). Les carburants importés progressent également sensiblement en volume (+ 6,6 %), même s'ils reculent en valeur (- 1,2 %), du fait de la baisse des prix. ■

Définitions

- Le déflateur du PIB utilisé pour le calcul de la croissance mesure les prix de la consommation (ménages, administrations, associations), de l'investissement et du commerce extérieur.
L'évolution du **prix du PIB** diffère de celle de l'indice des prix à la consommation des ménages (IPC), son champ étant plus large. De même, l'évolution des **prix de la dépense de consommation finale des ménages**, bien que plus proche de l'IPC, diffère légèrement (cf. *Insee Première* n° 1554, p2, juin 2015).
- Le **revenu disponible brut des ménages** (RDBM) est constitué des revenus d'activité perçus (salariés et revenus des non-salariés), des prestations sociales versées, du solde des revenus du patrimoine (intérêts et revenus financiers reçus moins ceux versés, ainsi que du solde des autres transferts (notamment assurances).
Du total de ces revenus sont déduits les cotisations sociales et les impôts directs payés par les ménages (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, CSG, CRDS).

Les publications de CEROM

■ Études thématiques

- L'impact de nickel en Nouvelle Calédonie - **2 emplois privés sur 10 liés au secteur nickel en 2012** - Juin 2015
- Estimation du PIB par habitant de Saint-Barthélemy - Octobre 2014
- Estimation du PIB par habitant de Saint-Martin - Octobre 2014
- Bilan macroéconomique de La Réunion 2000-2010 - **Une crise conjoncturelle ou les limites d'un modèle de croissance ?** - Avril 2013
- Emplois touristiques 2011 à La Réunion - **Peu d'emplois touristiques mais un potentiel à développer** - Décembre 2012
- Comparaison des prix entre la Nouvelle Calédonie et la métropole - Octobre 2012
- Guyane - Amapa : mieux structurer les territoires pour intensifier les échanges - Août 2011
- Les entreprises à La Réunion 2000-2008 - Avril 2011
- Les entreprises de Nouvelle Calédonie - Avril 2011
- Mutations et évolutions de l'économie mahoraise à la veille de la départementalisation - Novembre 2010
- Comparaison des prix entre la Polynésie et la France métropolitaine - Octobre 2010

■ Publications périodiques

✓ Comptes rapides annuels

- Polynésie française 2014
- Guadeloupe 2013
- Martinique 2013
- Guyane 2013
- Nouvelle Calédonie 2012

✓ Tableaux de bord trimestriels

- Guadeloupe
- Guyane
- La Réunion
- Martinique
- Nouvelle Calédonie
- Polynésie française

Insee La Réunion - Mayotte

Parc technologique
10, rue Demarne - CS 72011
97443 Saint-Denis Cedex 9

Directrice de la publication :

Valérie Roux

Rédactrice en chef :

Claire Grangé

Maquettiste :

Jocelyne Damour

© Insee - Iedom - AFD - 2015

Pour en savoir plus

- www.cerom-outremer.fr
- www.insee.fr
- www.iedom.fr
- www.afd.fr

